

Aspects juridiques de la CSRD – Blended learning

Maîtriser le cadre juridique de la durabilité

Code
701686

Durée
1 Jour / 7 heures

Tarif Inter*
1250 € HT

*Repas inclus (en présentiel)

PUBLIC

Responsables juridiques –
Compliance officers – Juristes –
Avocats

PRÉ-REQUIS

Aucun prérequis nécessaire

NIVEAU D'EXPERTISE

Expertise

MOYENS PÉDAGOGIQUES

- Dispositif de formation structuré autour du transfert des compétences
- Acquisition des compétences opérationnelles par la pratique et l'expérimentation
- Apprentissage collaboratif lors des moments synchrones
- Parcours d'apprentissage en plusieurs temps pour permettre engagement, apprentissage et transfert
- Formation favorisant l'engagement du participant pour un meilleur ancrage des enseignements

SATISFACTION ET EVALUATION

- L'évaluation des compétences sera réalisée tout au long de la formation par le participant lui-même (auto-évaluation) et/ou le formateur selon les modalités de la formation.
- Evaluation de l'action de formation en ligne sur votre espace participant :
 - ▶ A chaud, dès la fin de la formation, pour mesurer votre satisfaction et votre perception de l'évolution de vos compétences par rapport aux objectifs de la formation. Avec votre accord, votre note globale et vos verbatims seront publiés sur notre site au travers d'Avis Vérifiés, solution Certifiée NF Service
 - ▶ A froid, 60 jours après la formation pour valider le transfert de vos acquis en situation de travail
- Suivi des présences et remise

Objectifs pédagogiques

- Décrire le cadre juridique applicable au rapport de durabilité
- Analyser la méthodologie et les standards de durabilité et leurs incidences juridiques
- Préparer son plan de transition climatique en évaluant les risques juridiques

Programme de la formation

Engagement

Vous vous engagez dans votre formation. Connectez-vous sur votre espace participant et complétez votre questionnaire préparatoire. Votre formateur reçoit vos objectifs de progrès.

Décrire le cadre juridique applicable au rapport de durabilité

Expliquer en quoi le droit français est précurseur du reporting extrafinancier

- Quiz introductif / retour d'expériences des participants: pourquoi le droit français est-il précurseur ? Quelles sont les obligations existantes en matière de reporting environnemental, social, et de gouvernance ?
- Rappel du cadre juridique français : Loi NRE, DPEF, autres dispositifs de durabilité, bilans sociaux et environnementaux
- Contexte réglementaire européen (NFRD, Taxonomie, SFDR, CS3D, OMNIBUS)
- Distinguer les notions : reporting et vigilance, durabilité et extra-financier, chaîne de valeur et chaîne d'approvisionnement, risques et incidences

Examiner le cadre légal renforcé de la CSRD et l'impact potentiel de la directive OMNIBUS

- Une directive renforçant des textes existants : la directive Comptable, la directive Transparence, la directive Audit et le règlement Audit.
- Transposition en droit national
- Champ d'application, calendrier de mise en application et normes de reporting : le droit positif (CSRD) et les propositions de la directive OMNIBUS
- Actes délégués et lignes directrices de l'EFRAG (implementation guidances)

Analyser la méthodologie et les standards de durabilité et leurs incidences juridiques

d'une attestation individuelle de formation ou d'un certificat de réalisation

ACCOMPAGNEMENT FORMATION À DISTANCE

En cas de nécessité, une assistance technique et pédagogique est joignable entre 8h30 et 18h (jours ouvrés):

- par téléphone : 01 83 10 10 10
- par mail : care-formation@lefebvre-dalloz.fr

Une réponse immédiate est apportée ; si besoin, le demandeur est mis en relation avec un expert dans un délai maximum de 48h.

Expliquer la méthodologie et la structuration de l'information de durabilité

- Double matérialité : matérialité financière et matérialité d'impact
- Déploiement des trois piliers ESG de la durabilité par des indicateurs précis
- Standards de durabilité (ESRS) : normes transversales, normes thématiques et normes sectorielles, normes «entity-specific», normes pour les PME cotées, normes pour les sociétés non-européennes
- Exigences de publication minimales («Minimum Disclosure Requirements»?)
- Certification des informations de durabilité et niveau d'assurance exigé (assurance modérée/raisonnable)
- Exemptions et dispositions transitoires, informations classifiées ou sensibles, secret des affaires
- Quiz de synthèse sur le cadre réglementaire et normatif

Expérimenter les incidences juridiques de la CSRD

- Analyse de double matérialité : quelles incidences juridiques ?
- Exigence d'une qualification juridique des impacts de l'entreprise et de sa chaîne de valeur : impacts avérés ou potentiels, négatifs ou positifs, à long ou court terme, intentionnels ou non, réversibles ou irréversibles
- Enjeux juridiques de la procédure de diligence raisonnable
- Approche prospective et rétrospective, du court terme au long terme
- Les incidences sur la gouvernance et la stratégie de l'entreprise
- Identification et évaluation de ses risques et objectifs par référence à des normes juridiques internationales
- Consultation et association des parties prenantes à la définition des risques, prise en considération dans la stratégie et le modèle économique de l'entreprise
- Cas pratique en sous-groupes : identifier, évaluer et suivre les impacts environnementaux / impacts sociaux, consulter les parties prenantes

Préparer son plan de transition climatique en évaluant les risques juridiques

Préparer et rédiger le plan de transition climatique

- Vers un reporting climatique contraignant ?
- Comprendre et maîtriser les objectifs climatiques, les mécanismes de compensation
- Méthodologies à suivre et informations requises
- Calcul des émissions GHG : scope 1, 2 et 3
- Lien avec la CS3D, mise en application et supervision du plan de transition
- Cas pratique : Elaborer son plan de transition climatique / analyse des objectifs et trajectoires compatibles avec la limitation du réchauffement à 1,5° visée par la CSRD

Les autorités de supervision et les sanctions potentielles : de nouveaux risques juridiques ?

- Le rôle et les prérogatives des autorités de supervision
- Sanctions pénales spécifiques à la CSRD
- Risque de responsabilité civile pour la société et ses dirigeants



- Manquement et délit boursier de diffusion d'informations trompeuses
- Les risques résultant d'autres textes (Loi Pacte et société à mission)
- Retour d'expérience : contentieux ESG et information de durabilité
- Exemples de contentieux ayant caractérisé une faute à partir d'un manquement à des normes ESG ou de soft law

Transfert

Votre parcours de formation se poursuit dans votre espace participant. Connectez-vous pour accéder aux ressources et faciliter la mise en œuvre de vos engagements dans votre contexte professionnel.

A noter

... _____

En amont et en aval de la formation, le positionnement pédagogique sera effectué à l'aide d'un questionnaire d'auto-positionnement.

Prochaines sessions

...

PARIS

- 6 Oct. 2026
- 3 Déc. 2026

A DISTANCE

- 6 Oct. 2026
- 3 Déc. 2026

